



â??Absolument catastrophiqueâ?• : lâ??effondrement de la situation humanitaire et sanitaire Ã Gaza

## Description

Lâ??Agence MÃ©dia Palestine sâ??est entretenue avec Claire San Filippo, responsable des opÃ©rations dâ??urgence en Palestine pour MÃ©decins Sans FrontiÃ¨res (MSF), suite Ã la dÃ©cision israÃ©lienne de suspendre les autorisations dâ??opÃ©rer dans la bande de Gaza pour 37 ONG humanitaires.

Par Jo Westphal pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 6 janvier 2026



Le 30 décembre dernier, [37 ONG ont été informées que leur enregistrement expirerait](#) le 31

---

d'octobre 2025. Cette décision déclenche un délai de 60 jours, au terme duquel elles devront cesser leurs activités à Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est.

Ces organisations humanitaires sont visées car elles ont refusé de fournir aux autorités israéliennes une partie des documents exigés par la nouvelle réglementation. Les ONGs expliquent que transférer des données personnelles sensibles à une partie au conflit constituerait une violation des principes humanitaires, du devoir de vigilance et de la protection des données.

Malgré cela, les autorités israéliennes semblent décidées à poursuivre leur procédure de «règlement-enregistrement», décrit comme un «contrôle de sécurité» du personnel palestinien employé par ces institutions.

Cette annonce a soulevé de vives critiques de la communauté internationale et des défenseuses des droits. Dans un communiqué commun, 53 ONG ont dénoncé cette décision, rappelant que «l'accès humanitaire n'est pas facultatif, conditionnel ou politique. Il s'agit d'une obligation légale en vertu du droit international humanitaire.»

Pour comprendre la situation et les conséquences de ces entraves administratives, l'Agence Média Palestine est entretenue avec Claire San Filippo, responsable des opérations d'urgence en Palestine pour Médecins Sans Frontières (MSF).

### **Une situation absolument catastrophique**

Pour saisir l'ampleur de cette décision, il faut bien comprendre la gravité de la situation actuelle à Gaza, qui est absolument catastrophique, commence Claire San Filippo. Le système de santé est effondré après avoir été pris pour cible au cours des deux dernières années de bombardements et de restrictions. 1 700 membres du personnel médical ont été tués, et 560 travailleurs humanitaires dont 15 de MSF.

L'entrée en vigueur de l'accord Trump en octobre dernier, n'a pas permis une véritable amélioration sur le terrain, et l'entrée de fournitures médicales, de carburant et d'aide humanitaire reste très fortement limitée.

L'intensité de la violence a baissé mais nous continuons d'observer presque quotidiennement des personnes tuées ou blessées, par des bombardements ou des tirs israéliens qui ont fait des centaines de morts depuis le cessez-le-feu.

Dans les structures de santé soutenues par MSF, nous continuons de recevoir des personnes blessées, victimes de traumatismes et de polytraumatismes, des personnes brulées, des femmes enceintes et des enfants malnutris, et des personnes malades du fait de leurs dramatiques conditions de vie et de la malnutrition, qui affaiblissent leur système immunitaire.

Ces morts et ces blessés s'ajoutent au bilan effroyable de ces deux dernières années de génocide à Gaza. Plus de 71 000 morts après le ministère de la Santé, rappelle Claire San Filippo, sans compter les corps enfouis sous les débris que les familles n'ont pas encore pu retrouver, ni les personnes mortes faute d'accès aux soins.

«Aujourd'hui Gaza est détruite, ses routes, ses maisons, ses infrastructures. 1,3 million de personnes sont sans abri. De très nombreuses familles dorment dans des tentes, au milieu des débris, on se méprend des déchets. Les canalisations ont été endommagées par les bombardements israéliens, et les eaux usées se répandent près des habitations. Les inondations saisonnières et les températures hivernales aggravent encore cette situation.»

«La majorité de nos consultations externes MSF sont dues à ces conditions de vie très dures, des cas de maladies diarrhéiques, des infections respiratoires, des infections cutanées. Des affections qui empirent en raison de l'accès très limité à l'eau et à l'hygiène. Les personnes blessées périssent également de ce manque d'accès à l'hygiène, leurs plaies s'infectent à cause des mauvaises conditions de vie.»

«Dans ce contexte catastrophique, il est indispensable de pouvoir augmenter l'aide humanitaire, et non pas de empêcher,» conclut-elle.

### **MSF est visé en tant que témoin**

«La raison pour laquelle on est sanctionnés, c'est qu'on témoigne sur ce qui se passe à Gaza», affirmait samedi Isabelle Defourny, présidente de MSF, sur *France Inter*. Ce qui est reproché à ses ONG, c'est la proximité qu'ils entretiennent avec la population palestinienne, cette solidarité avec le peuple palestinien. «Le fait que des étrangers viennent dans la bande de Gaza fait qu'ils ne sont pas complètement abandonnés», explique la présidente de MSF.

«Les journalistes internationaux n'ont jamais été autorisés dans Gaza, et les journalistes nationaux sont tués, sont ciblés, par l'armée israélienne. [Témoigner] était donc une de nos fonctions importantes, que l'on fait toujours lors de conflits, mais particulièrement dans celui-ci. Les ONG sont ce titre des témoins et autant des acteurs de la solidarité internationale.»

«MSF aujourd'hui à Gaza couvre 1 lit d'hôpital sur 5, 1 accouchement sur 3. Nous soutenons 6 hôpitaux, 2 hôpitaux de campagne, 4 centres de santé primaire, 2 cliniques et plusieurs cliniques mobiles pour soigner les plaies, un travail absolument essentiel», détaille Claire San Filippo.

«En 2025, notre personnel a effectué 800 000 consultations externes, observé 100 000 cas de traumatismes, pratiqué 22 700 opérations chirurgicales, 10 000 accouchements, et distribué 700 millions de litres d'eau.»

«Nombreux services ne sont pas accessibles en dehors de MSF. Notre budget pour 2026 se situe entre 100 et 120 millions d'euros, et nous avons besoin d'un accès sans entraves pour pouvoir travailler.»

### **Un impact déjà ressenti**

«Le 30 décembre dernier de la révocation de leur enregistrement, MSF poursuit son travail en craignant les conséquences que cela pourrait entraîner. Notre personnel sur place continue son travail, et nous poursuivons les discussions avec les autorités israéliennes afin de renouveler notre enregistrement», explique Claire Filippo.

Si cet enregistrement n'aurait pas renouvelé, l'organisation se retrouverait dans l'incapacité totale d'importer de l'approvisionnement, et de faire entrer son personnel international dans la bande de Gaza.

Entre hier et avant-hier déjà, nous avons observé les conséquences de cette décision israélienne. Plusieurs membres de notre personnel, qui devaient venir relayer notre équipe sur place, n'ont pas été autorisés à se rendre dans la bande de Gaza.

Nous sommes pleinement engagés dans le processus d'enregistrement et avons fourni la majorité des documents demandés. La demande de fournir la liste des travailleurs palestiniens nous préoccupe car elle pourrait constituer une violation du droit international et de nos principes humanitaires. Nous avons demandé aux autorités israéliennes qu'elles nous fournissent des garanties claires et précises concernant le stockage et l'utilisation de ces données.

Nous faisons de notre mieux pour concilier les demandes et respecter nos principes humanitaires et nos obligations légales en tant qu'employeur, tout en gardant pour priorité absolue celle de répondre à la catastrophe humanitaire qui menace la vie de centaines de milliers de personnes à Gaza.

**date créée**

2026/01/06